

4 Consentement à payer pour regarder des vidéos

Renaud K. Itoo



Comme l'État se retire de la vulgarisation et que le secteur privé comble une partie de ce vide, il est temps de demander si les agriculteurs sont consentent à payer pour les services de vulgarisation.

Dans les pays en développement, peu d'agriculteurs paient pour les services de vulgarisation, il n'est donc pas clair si les services de vulgarisation privés représentent une option viable. Comme dans plusieurs pays en développement, les agriculteurs du Bénin profitaient de services de vulgarisation gratuits.

Dans le sud-est du Bénin, dans une zone de riziculture de la vallée d'Oueme, nous avons eu une expérience extraordinaire dans six villages : Damè, Mondotokpa, Fingninkanmè, Kodé-Agué, Kadébou-Zounmè et Gogbo.

Grâce à un soutien financier d'Access pour une recherche dans le cadre de ma thèse, nous avons organisé une réunion communautaire dans chaque village au cours de laquelle les agriculteurs choisissaient un thème d'une vidéo d'apprentissage qu'ils voulaient regarder. Dans cinq des six villages, ils ont choisi la vidéo sur la préparation de la terre, mais à Gogbo, ils ont demandé de regarder la vidéo sur la technique de flottaison des semences.

Nous avons tenu une courte réunion avec le chef du village et quelques agriculteurs chefs de file pour décider quand et où projeter la vidéo. Ils ont suggéré la place du village et la cour de l'école primaire le soir. Quelques jours avant les projections, les crieurs publics des villages ont fait le tour des villages pour rappeler aux gens et inviter les agriculteurs à assister à la projection.

Le grand jour arriva finalement. Le soleil se couchait doucement sur l'immense lac Oueme. Lorsque le soleil se dissipa et que la lune prit sa place, une forte musique rassembla les villageois. Comme arrivant de nulle part, les agriculteurs et agricultrices, jeunes et vieux (et leurs enfants) remplirent la place du village dans une atmosphère de type festival. Chacun prit rapidement place pour ne pas manquer une partie de la vidéo.

Le maître de cérémonies attira bientôt l'attention de cette grande et enthousiaste audience.

Chacun regardait l'écran fait d'un morceau de tissu pour cette occasion. Les gens souriaient dès que les images des agriculteurs apparaissaient sur l'écran. L'événement dura 40 minutes (10 minutes de visionnement, 30 minutes de discussions et de période de questions). Selon les participants, c'était 40 minutes d'apprentissage agréable, de discussion et de divertissement.

Ils ont tous dit qu'ils attendaient avec impatience la participation à de séances similaires. Les agriculteurs voulaient regarder d'autres vidéos sur la production de riz et de piments.

Comment réaliser le vœu des agriculteurs ? Les agriculteurs pouvaient-ils acheter des DVD et les regarder eux-mêmes en petits groupes ? Les agriculteurs chefs de file pouvaient-ils créer de vidéoclubs pour projeter les vidéos ?

Pour répondre à ces questions, à la fin de chaque séance de visionnement, je demandais à chaque agriculteur combien il paierait pour assister à une séance de vidéo de formation. Les résultats étaient beaucoup au-dessus de ce à quoi je m'attendais.

Tous les agriculteurs interviewés étaient prêts à payer pour regarder des vidéos. Certains disaient qu'ils étaient prêts à payer 2 \$ pour assister aux visionnements. Dans la tranche inférieure, certains voulaient payer seulement 5 cents US.

En moyenne, les agriculteurs consentent à payer 41 cents pour assister à une projection vidéo. Les hommes sont prêts à payer en moyenne 46 cents, tandis que les femmes sont prêtes à payer 25 cents. Certains agriculteurs voulaient même acheter les DVD.

La participation des agriculteurs dans le financement des services de vulgarisation n'est pas une panacée, mais les agriculteurs peuvent payer pour des services de vulgarisation qui sont significatifs pour eux et ajouter de la valeur.

Il serait important de mener une étude dans laquelle les agriculteurs doivent payer de l'argent réel pour regarder une vidéo

d'apprentissage. Il est important aussi de penser à des façons dont les agriculteurs pourraient aider à payer pour les conseils dont ils ont besoin. Cela pourrait ouvrir la porte à l'autofinancement, services de vulgarisation privés.



► La fin de la journée et un moment propice pour la projection de vidéo

RENE K ITOO
Université d'Abomey Calavi,
Bénin
itoorenaud@gmail.com